

CANADA-REVUE

SUITE DU CANADA ARTISTIQUE

POLITIQUE -- LITTÉRATURE -- THÉÂTRE -- BEAUX-ARTS

VOL. III

MARS 1892

No. 3

LA LIBRE PAROLE

Depuis la fondation du CANADA-REVUE, toutes les fois qu'il a fallu dire la vérité, même dans des occasions où c'était désagréable, nous n'avons jamais hésité à aller de l'avant, en dépit des prédictions désastreuses que des amis, animés des meilleurs sentiments, sans doute, nous ont faites à maintes reprises. Nous sommes heureux de constater que la Revue, tout en conservant son caractère, a pu résister aux coups qui lui ont été portés par des adversaires déloyaux qui se cachent pour mieux détruire ceux qui leur portent ombrage, et ne courbent pas la tête lorsque des ordres arbitraires sont donnés au nom d'une autorité que nous ne pouvons pas admettre en matière politique.

Cette attitude de la Revue lui a gagné de nombreux adhérents et amis qui ne regrettent qu'une chose : c'est qu'elle ne soit pas publiée plus souvent. Notre directeur étant dans l'impossibilité, en raison de ses ressources, de rencontrer les vues des personnes qui veulent que le journal soit publié toutes les semaines, a offert de former une compagnie commerciale par actions avec responsabilité limitée.

Notre liste de souscription, ouverte à la fin de mars, se couvre rapidement, et nous espérons être en état de demander des lettres-patentes à la Législature dans une quinzaine de jours.

Le montant des actions est de \$10,000 par actions de \$10, et plus de \$7000 ont été souscrites en quelques jours. Le chiffre minime des actions (\$10) permet à tout le monde de contribuer à une œuvre que nous croyons utile. Nous enverrons des prospectus à tous ceux qui nous en feront la demande.

Les questions que le CANADA-REVUE hebdomadaire sera appelé à traiter sont multiples et de grand intérêt public.

Au premier rang se placent tout naturellement l'éducation primaire et l'éducation supérieure. Nous avons dit à plusieurs reprises que tout le système est faux, et nous maintenons ce que nous avons avancé, et nous le prouverons par des faits.

Les exemptions de taxes, les privilèges et autres vieilles-ries doivent disparaître.

L'intervention indue du clergé dans la politique ne peut plus être tolérée.

Les monopoles des livres d'école attireront notre attention toute spéciale.

Notre gouvernement municipal demande également des changements radicaux, tant dans les hommes que dans les méthodes, pour être à la hauteur des besoins sans cesse croissants de notre ville ; le système actuel d'octroi à de puissantes compagnies des monopoles de transport — tramways à traction animale ou électrique ; d'éclairage, soit au gaz, soit à l'électricité, doit être modifié entièrement pour nous permettre de jouir avec avantage des progrès qui s'opèrent chaque jour dans ces branches diverses du bien-être général.

Nous étudierons également et ferons connaître à leur juste valeur les droits et titres à la charité publique des nombreux solliciteurs de tout genre et de toute dénomination qui viennent assaillir nos domiciles et nos bureaux sous des prétextes nombreux, mais généralement tendant à l'agrandissement constant d'établissements déjà beaucoup trop vastes et encombrants pour nos humbles ressources.

La vente des liqueurs, la tempérance et la prohibition, ainsi que les autres questions qui s'y rattachent, feront